

Les Forces de Sécurité Offensive fatiguées

Alors que de manière surprenante les usuels experts se perdent en conjoncture pour définir le mouvement des « Gilets Jaunes » il apparaît pourtant clairement un certain nombre de réalités. Les citoyens qui s'expriment sous une forme revendicative inédite sont pour une majeure partie des citoyens fragilisés par une société construite exclusivement sur des logiques comptables. Sans préjuger d'études à venir qui pourront définir le quantum précis des catégories de citoyens présents dans le mouvement ce qui est remarquable c'est l'inhabituel activisme des retraités et des femmes.

Pour ce qui concerne les retraités la mobilisation revendicative est rare et la mobilisation dans la rue encore plus rare. Il aura donc fallu nombre de mesures anxiogènes pour aboutir à cette expression. Peut-être ont ils découverts qu'ils dépendent d'une rente pour laquelle l'état peut changer à sa convenance et sans concertation les modes de calcul. Ils se souviennent également vraisemblablement du sort réservé aux retraités Grecs récemment au sein de l'union européenne. Par ailleurs les retraités ont également une autre source d'angoisse quant à l'observation des difficultés que rencontrent leur descendance pour s'insérer dans une société violente qui exclue plus facilement que dans leur passé.

A côté des retraités on aperçoit aussi beaucoup de femmes souvent coincées entre cette précarité et leurs obligations de mères de famille. Enfin il est également notoire que nombre de citoyens présents sont précisément les recalés du monde du travail, celui qui sous prétexte de compétitivité et de souplesse utilise de plus en plus la force de travail selon les critères des journaliers tâcherons du 19ème siècle.

Si l'on compile cette participation active on se rend compte qu'au moins deux catégories de ces néo-militants sont par nature assez peu portées sur la violence : les personnes âgées et les femmes. En outre, ce qui les rassemble c'est l'angoisse face à leur avenir et leur crainte du déclassement antithèse de la promesse toujours renouvelée d'un monde meilleur qui viendra après les nécessaires efforts consentis par le peuple.

Ainsi donc à défaut d'une convergence des luttes de citoyens engagés politiquement au sein des partis, il s'est formé une convergence des sociabilités de la part de citoyens généralement isolés et honteux d'être les oubliés de la mondialisation consumériste.

Dans ce schéma une première question se pose : pourquoi le pouvoir exécutif semble aux abois alors que sa potentielle opposition est dispersée, non violente et n'aspire pas au chaos du grand soir ?

Peut-être parce que cette forme de désobéissance civile a dans l'histoire du XXème fait montre d'une plus grande efficacité que les guerres civiles conduisant aux révolutions politiques. De Gandhi aux Printemps Arabes en passant par la Révolution des œillets, les peuples, grâce à leur détermination et au bon sens, ont obligé les gouvernants à modifier

les pratiques que ce soit sur le plan économique ou démocratique. N'est-ce pas précisément, ce qui est la toile de fond du mouvement des gilets jaunes : justice fiscale et démocratie ? Par ailleurs ce mouvement n'a-t-il pas conduit à une forme de miracle qui se traduit par l'acceptation d'un pouvoir exécutif à admettre une large concertation des citoyens. On ne sait pas exactement ce qu'il en adviendra mais, il y a quelques semaines encore, le pouvoir était « sûr de lui et dominateur » alors qu'aujourd'hui il s'astreint à justifier ses décisions.

Ainsi après plus de deux mois de mobilisation et d'actions diverses, le mouvement semble s'installer dans une mobilisation constante et soucieuse de faire reculer les diverses violences qui nuisent à son image. Aujourd'hui d'ailleurs en matière de violence le débat s'équilibre dans les diverses responsabilités entre le mouvement et le pouvoir exécutif. L'arbitre de cette confrontation entre cette fronde citoyenne et le gouvernement reste la fameuse « opinion publique » pour laquelle on tente de scruter attentivement et régulièrement ses réactions.

Dans cette nouvelle configuration d'une vaste contestation, le pouvoir a logiquement mobilisé les forces de sécurité qui ont tenté de jouer leur rôle de bouclier. Quel bilan peut-on tirer concernant l'action des forces de sécurité et quelles interrogations devons-nous avoir pour la suite ?

L'Etat, dans un premier temps, a été déstabilisé par la nature et l'ampleur du mouvement. Les services qui doivent répondre à la problématique revendicative, qui peut basculer à tout instant en violences politiques dangereuses pour la paix civile, sont les services de renseignements et le dispositif de maintien de l'ordre. Pendant que le pouvoir organisait parfois maladroitement sa communication de crise, la direction du Renseignement territorial qui a succédé aux célèbres Renseignements généraux a du travailler sur une matière inconnue : un mouvement multi forme sans leader formel dont la capacité d'adaptation et le mode de fonctionnement au travers des réseaux sociaux se sont révélés très efficaces. En effet, avec peu de moyens et autant d'imagination que de détermination, des citoyens pourtant peu avertis en matière d'action politique ont su être visible et sympathique, ce qui sont les ingrédients de la désobéissance civile.

Malgré la communication catastrophiste sur le nombre de morts accidentel et sur la potentielle dangereuse anarchie tout en invoquant paradoxalement un noyautage des partis extrêmes, l'opinion publique a largement approuvé cette fronde. Il s'agissait alors pour les personnels du Renseignement territorial d'agir pour éclairer les décideurs. Pour remplir cette mission ils ont rencontré deux difficultés majeures : la première inhérente à une structuration du mouvement qui ne donne pas ou peu de prise et la seconde étant la baisse du niveau d'analyse de la Direction centrale. En effet depuis la réforme des services de Renseignement, qui a voulu unifier l'ex. DST et les ex. RG, la grande perdante a été la Direction des Renseignements généraux qui est devenue une « annexe » de la Direction centrale de la sécurité publique, pendant que l'actuelle Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) captait l'essentiel des moyens humains et budgétaires pour se consacrer au terrorisme en abandonnant le maillage territorial.

Depuis le renseignement territorial mal utilisé par sa hiérarchie de tutelle et abandonnant peu à peu l'analyse qui permet à un service de renseignement d'anticiper les crises, a perdu sa fine connaissance des divers terrains socio-économiques. Quant à la DCRI, elle n'a pu être efficacement sollicité par l'état en raison de son absence dans de larges territoires et de son peu d'investissement professionnel dans les mouvements revendicatifs n'utilisant pas le terrorisme comme moyen d'action.

Pour le dispositif de maintien de l'ordre, il a lui aussi été profondément remanié à la baisse ces dernières années dans les moyens. Les savoirs faire ont été également revus à la baisse en matière de commandement de la force publique et de doctrine, de sorte que l'outil s'est singulièrement émoussé. Les unités ont de manière surprenante été présentées comme fatiguées, comme si la confiance n'était pas totale de la part des donneurs d'ordre. D'ailleurs c'est ce doute qui a été le plus préjudiciable aux unités car si une chose est certaine c'est que le commandement de chaque unité doit être réalisé par son commandant qui a seul sur le terrain toute la technicité et la vision exacte de l'évènement. Malheureusement la plupart du temps les commandants d'unité reçoivent leurs ordres d'une hiérarchie calfeutrée dans des centres de commandement. Dans ces endroits douillets on se fie exclusivement aux images des caméras ce qui est largement insuffisant pour apprécier la situation et surtout adapter la réponse à donner.

En ces circonstances les premières manifestations au-delà des ronds-points ont pour la plupart été gérées de manière approximative. En raison d'une absence de réponse politique durant les premières semaines le recours à l'usage de la force était courant au prétexte du non-respect des textes règlementaires concernant les manifestations sur la voie publique. L'essentiel des unités de maintien de l'ordre étant déployées sur la capitale et les grandes villes, nombre des opérations de maintien de l'ordre ont donc été réalisées par des effectifs de la Sécurité Publique beaucoup moins rompus à l'exercice.

Plus tard le recours à l'arsenal pyrotechnique non létal des policiers a été abondamment utilisé sans le discernement nécessaire. Outre les coûts¹, les grenades permettent de disperser une foule dense pour protéger un endroit donné alors que les groupes étaient épars et très mobiles. En clair on peut protéger facilement l'arc de triomphe, ce qui n'a d'ailleurs pas été fait, mais il est impossible de rendre étanche la place de l'étoile. Des effectifs de police judiciaire et des effectifs destinés à la gestion du flagrant délit ont été utilisés par la suite. L'utilisation de ces effectifs en proximité des unités a semé le trouble car ils interviennent à leur initiative et le plus souvent sans concertation avec les autres unités. En tout état de cause ils n'ont pas concouru à une meilleure neutralisation des auteurs de troubles, en revanche leur agressivité a le plus souvent eu pour conséquence d'attiser la colère des plus pacifistes.

Puisque toute la panoplie dissuasive a été utilisée, il a été fait appel à un dispositif novateur : les cavaliers et leur monture que l'on avait plus observés en maintien de l'ordre depuis 1934 en raison des fragilités constatées concernant l'animal dans ce cadre de violence. De même on a ressorti un autre dispositif novateur que sont les véhicules

¹ 200 € en moyenne par grenade pour une utilisation de 10.000 environ par samedi de manifestation.

blindés de la gendarmerie dont l'obsolescence et l'inefficacité ont été encore une fois mis à jour.

Enfin la doctrine initiale du Maintien de l'ordre à la Française n'a pas été appliquée. En effet cette doctrine est claire : l'intervention de la force publique ne doit pas créer un trouble supérieur à celui existant. En d'autres termes la priorité est de préserver en toutes circonstances l'intégrité physique des manifestants et des policiers.

Ainsi des policiers mal utilisés subissant la pression d'un pouvoir psychorigide, ont tenté de masquer les faiblesses des dispositifs par une utilisation sans discernement des moyens pyrotechniques, ce qui en la circonstance n'a fait qu'augmenter l'agressivité des manifestants.

Si l'on résume, on peut dire que la forme du mouvement sans leader a mis en panique l'état et ses forces de sécurité qui ont improvisé une réponse mettant à mal les libertés publiques. En janvier, juste après les élections professionnelles dans la Police, les syndicats ont sauté sur l'occasion pour crédibiliser leur action en demandant une augmentation de salaire qui a été accordée immédiatement, ce qui dénote s'il était besoin une certaine fébrilité gouvernementale.

Pourtant la violence discréditée par l'opinion publique a fini par régresser, d'une part par une réponse politique qui a fini par se réaliser et d'autre part parce que de part et d'autre des efforts ont été faits, le citoyen gilet jaune n'étant pas anti-policier par nature et le policier n'étant pas anti-gilet-jaune au vu des revendications qui peuvent écho à leur propre citoyenneté.

Mais si chacun se démène du côté des politiques aujourd'hui pour reprendre la main, le premier bilan de cette crise devrait faire réfléchir l'ensemble des institutions républicaines quant aux réponses à apporter à des citoyens qui expriment leur angoisse face à une société devenue anxiogène : précarité sociale – délinquance – terrorisme.

Pour les forces de sécurité, au fil des années des failles sont apparues. Les logiques comptables néo-libérales sont aux antipodes d'un service public de sécurité efficient. Les investissements dans une police judiciaire offensive, au détriment d'une police proactive capable d'anticiper les difficultés et d'absorber les déviances sont coûteux et dangereux pour la cohésion de la nation. Depuis 2002, dans une grande continuité tous les services ont été utilisés de manière offensive pour produire des affaires en lieu et place d'une production de paix civile. Dans ce cadre, le policier par nécessité produit des affaires en nombre au détriment de la qualité et pire au détriment des réelles difficultés de sécurité rencontrées par les citoyens. On ne perd plus de temps à lutter contre les cambriolages et autres vols alors que d'initiative on peut à loisir réaliser des affaires de trafic illicite de stupéfiants.

Cependant ces pratiques constituent un cercle vicieux. En effet, outre la baisse de qualité du service public les policiers alimentent une chaîne judiciaire dans l'incapacité de traiter à la fois pour une délinquance de masse : la punition, la protection de la société et la

réinsertion. La conséquence est un taux de récidive extrêmement dangereux. Dans un schéma de récidive les magistrats sont suspectés de ne pas assez punir, les policiers croulent sous une masse procédurale usante, les citoyens commencent à percevoir que la machine est dérégulée car ils sont obligés de s'assurer de plus en plus pour garantir leurs biens et enfin des caps de violences sont franchis régulièrement entre une déviance d'habitude qui connaît aussi bien voire mieux le parcours judiciaire que les policiers eux-mêmes. La meilleure preuve étant la baisse des taux d'élucidation sur les infractions graves comme les homicides alors que l'usage des armes à feu augmente.

En conclusion, il semble peu probable que la maigre revalorisation financière accordée aux policiers soit de nature à revigorer une institution bien plus fatiguée moralement que fatiguée physiquement ! Sur fond de restrictions budgétaires il a fallu encaisser des réformes douteuses. Ainsi la fine analyse socio-économique des territoires qui était une aide à la décision des divers pouvoirs, est devenue un renseignement opérationnel plus chiffré que commenté. Le dispositif de maintien de l'ordre pendant qu'il perdait son effectif et sa cohésion percevait beaucoup de matériel qui n'ont manifestement pas compensé les savoirs faire antérieurs. La police générale a de plus en plus de mal à gérer des zones de violences dans lesquelles le policier commence à s'interroger tant il est face à des armes de guerre détenues par des déviants au CV judiciaire impressionnant !

Certes le pouvoir exécutif du moment n'est pas le seul responsable de ces années d'errance dans l'ensemble de la fonction publique. Il y a eu l'épisode de France télécom, puis la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) qui visait à optimiser le « rendement » des fonctionnaires pour permettre une baisse des effectifs. Aujourd'hui, le malaise n'est pas que policier, dans la fonction publique hospitalière les personnels sont en surchauffe ! Du côté du Ministère de la justice on est également sur le fil du rasoir. Dans l'enseignement il ne semble pas que le moral soit au beau fixe malgré les réformes qui s'empilent etc.

La Fonction publique dans notre société n'est pas la variable d'ajustement de la « dette », elle est le ciment de la devise républicaine. La discréditer et développer la privatisation des missions est un pari périlleux qui expose les gouvernants. En tout état de cause, le pouvoir exécutif du moment a intérêt à bien peser les choses dans ses projets de réduction et de contractualisation de la Fonction publique car l'élimination du ciment peut finir par l'effondrement ! Si j'ai du respect pour l'entreprise privé je ne parviens pas à admettre que l'on puisse penser qu'une mission de service public se réalise dans la même logique qu'un service privé.

Le jour où un moyen de secours vous demandera le numéro d'une carte de crédit pour intervenir, là effectivement on aura changé de logique, l'état sera peut-être désendetté mais on aura accepté d'exclure des citoyens et nous en aurons fini avec l'esprit Républicain.

Andy CRUPS
Officier de police